



Troubles dans l'identité

Le débat identitaire en France, des années 1970 à nos jours

Laurent MARTIN

Université de Paris 3 Sorbonne-Nouvelle
laurent.martin@sorbonne-nouvelle.fr

Un grand nombre d'ouvrages ont paru en France ces dernières années qui portent sur le thème de l'identité, que l'expression figure dans leur titre ou non¹. Essais polémiques, études scientifiques, romans ou pièces de théâtre se sont emparé d'une notion polysémique et polémique dont il existe plusieurs définitions possibles. Si l'on définit a minima l'identité comme un système de représentations de soi et des autres par lequel est construite une certaine forme de reconnaissance par le groupe et de permanence dans le temps, cette effervescence éditoriale pourrait bien témoigner d'une crise de ce système, à tout le moins d'une remise en cause des modalités classiques de l'identification et des institutions qui en sont les supports.

Cette crise n'est pas propre à la France, elle touche l'ensemble du monde occidental et sans doute au-delà. Elle peut prendre différents visages selon les pays et les cultures, qui ne donnent pas tous le même sens à la notion d'identité. Salman Rushdie rappelait récemment qu'en Inde, on entend par « identité » l'identité religieuse, « au cœur de la tentative nationaliste hindoue de réinventer l'idée de l'Inde en termes purement hindous, en excluant les membres de toutes les autres religions » (Rushdie, 2018).

Aux États-Unis, ce sont les questions d'identité raciale et sexuelle qui dominant le débat. En Europe, on s'inquiète plutôt de la défense des identités nationales, supposément menacées par l'immigration incontrôlée ou par la bureaucratie bruxelloise. Dans tous les cas, ce qui était vécu

1 Citons, parmi les plus récents : Nathalie Heinich, *Ce que n'est pas l'identité*, Gallimard, 2018 ; Jean-François Bayart, *L'Illusion identitaire*, Fayard, 2018 ; Hervé Le Bras, *Malaise dans l'identité*, Actes Sud, 2017 ; Gilles Finchelstein, *Piège d'identité. Réflexions (inquiètes) sur la gauche, la droite et la démocratie*, Fayard, 2016.



autrefois sous le mode de l'évidence, de l'identité sexuelle à l'identité nationale, est aujourd'hui discuté, contesté. C'est également le cas en France, dont je voudrais examiner ici le cas particulier, sans l'isoler pour autant du contexte international dont elle est partie prenante. J'examinerai d'abord la conjoncture des années 1970 à 2000 avant de m'attarder sur les débats les plus récents.

1. De l'inquiétude identitaire à la parenthèse différentialiste

Le débat sur ce qu'est la France, sur ce qui lie ensemble les Français, sur ce qui leur est commun par-delà leurs différences individuelles, sur ce qui les distingue des autres peuples, est ancien ; il accompagne le processus de construction nationale depuis ses origines les plus lointaines, dans ce pays comme dans tous ceux qui ont connu ce même processus de fabrication à la fois politique et culturelle, lequel passe souvent par ce que l'historien Eric Hobsbawm a appelé l'« invention de la tradition » (2012). Il n'est pas assuré que ce débat soit aujourd'hui plus intense ou plus passionné qu'il ne l'était hier, par exemple dans les années 1870 ou dans les années 1920, quand différents modèles politiques s'affrontaient pour imposer leur légitimité et leur vision de l'histoire de France. Cela dit, chaque époque et même chaque génération reposent à nouveaux frais (mais parfois aussi en reprenant, sans toujours en avoir conscience, des énoncés antérieurs) cette question lancinante : qu'est-ce que la France? Qui peut aussi se formuler de façon négative : qu'est-ce qu'elle n'est pas? Ou encore: comment se manifeste concrètement l'existence de cette entité abstraite appelée « France »?

Depuis les années 1970 environ, la notion d'« identité » s'est imposée dans l'espace public pour désigner ce qui se joue quand on parle de la France, de ses caractéristiques majeures, de sa permanence dans le temps. On l'associe souvent à une autre notion, celle de « culture », au sens anthropologique du terme. Si l'identité est un terme issu du domaine de la psychologie, « identité culturelle » désigne une identité collective ; l'identité nationale en serait une variante, parmi d'autres. Le contexte dans lequel émerge puis triomphe cette notion d'identité est celui d'une France en voie de modernisation accélérée, qui voit disparaître ou se transformer



radicalement des repères civilisationnels parfois très anciens : le monde paysan, celui issu de la révolution industrielle, les paysages urbains et ruraux mais aussi ceux de la croyance avec l'effacement relatif des références catholique et marxiste. La passion patrimoniale qui saisit la France des années 1970-1980 et qui ne s'est guère démentie depuis peut s'interpréter en partie comme une réaction devant ce qui semble à beaucoup comme une accélération incontrôlée de l'histoire, un besoin d'affirmer ou de retrouver une forme de continuité après les bouleversements provoqués par la rapide modernisation économique, sociale, technologique du pays engagée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

C'est cette même conscience diffuse d'un vacillement devant la révolution silencieuse qui détache le pays d'un certain nombre de socles parfois pluri-séculaires qui est à l'origine d'une entreprise scientifique et éditoriale comme les *Lieux de mémoire*. Publié entre 1984 et 1992 sous la direction de l'historien et éditeur Pierre Nora, cet inventaire systématique des lieux - matériels comme immatériels - où s'incarnerait la mémoire nationale fait alors consensus par l'ampleur de son ambition et la qualité de sa réalisation. Selon son maître d'œuvre, à partir du moment où ce qui était vécu sur le mode de l'évidence ou de la transparence (y compris conflictuelle, entre des systèmes de représentations antagonistes) cesse de l'être, l'histoire peut prendre le relais de la mémoire et en faire l'analyse critique. Comme l'écrivit quelques années plus tard Pierre Nora, « toute l'entreprise des *Lieux de mémoire* n'est intelligible que dans le moment qu'elle épouse et qui la porte. Dans les années 1970, la France bascule dans sa propre mémoire. (...) La fin de la croissance, la fin du gaullo-communisme et de l'idée révolutionnaire, le sentiment de la contrainte extérieure résument une mutation essentielle » (Nora, 1995).

Le sentiment croissant de la contrainte extérieure, dont parle Nora, que l'on pourrait encore nommer « prise de conscience de l'entrée de la France dans la mondialisation » est effectivement une dimension importante du contexte dans lequel apparaît la notion d'identité (nationale). Ici encore, il s'agit d'un sentiment plutôt négatif, d'une crise de confiance collective déclinée diversement selon les opinions politiques et les sensibilités



culturelles mais qui se cristallise dans la crainte d'un déclin ou d'une relativisation de la puissance française, voire d'une dilution de la communauté nationale dans un ensemble plus vaste et jugé globalement menaçant. Si le « marché », le « Japon » ou l'« Europe » font peur à certains, ce sont surtout les États-Unis qui déclenchent les réactions les plus hostiles, à droite comme à gauche, alimentant un anti-américanisme parfois virulent². La puissance des industries culturelles états-uniennes, en particulier du cinéma hollywoodien, la force de séduction de l'*American Way of Life* auprès des jeunes générations font redouter une disparition de la spécificité nationale. Cette inquiétude n'est pas propre à la France. J'ai rappelé ailleurs (Martin, 2012)³, à la suite d'Antoine Compagnon, que la défense des identités nationales supposément menacées par la culture de masse occidentale et/ou américaine avait d'abord surgi dans le contexte du Tiers-Monde communiste et non-aligné dans les années 1960-1970 avant de gagner l'Europe au tournant des années 1980. C'est surtout à gauche que cette inquiétude se fait entendre, en tout cas qu'elle donne lieu au discours le plus articulé, en phase avec la dénonciation de l'« impérialisme culturel » des États-Unis, en phase aussi avec l'évolution du référentiel de l'UNESCO, passé d'un paradigme universaliste sous domination occidentale à un paradigme différentialiste rejetant cette même domination occidentale au cours de ces années 1970⁴.

C'est cette phraséologie tiers-mondiste et anti-impérialiste mixée avec le discours classique du socialisme français tendance Jaurès, internationaliste mais patriote, que reprennent à leur compte François Mitterrand et Jack Lang au tournant des années 1970-1980. En mettant au premier plan de leur discours le thème de la défense de l'identité nationale menacée par la standardisation et l'uniformisation de la culture de grande diffusion *made in Hollywood*, ils placent la culture au centre d'une nouvelle

2 Lire notamment sur ce sujet Philippe Roger, *L'Ennemi américain. Généalogie de l'anti-américanisme français*, éd. du Seuil, 2002.

3 Lire aussi A. Compagnon « La culture, langue commune de l'Europe » Université de tous les savoirs n°20 « l'art et la culture », éd. Odile Jacob, 2002.

4 Lire Chloé Maurel, *Histoire de l'UNESCO. Les trente premières années 1945-1974*, éd. de L'Harmattan, 2010. Et, sur un versant plus critique, le livre d'Alain Finkielkraut, *la Défaite de la pensée*, Gallimard, 1987.



définition de l'identité nationale, ce qu'a fort bien analysé l'historien et politologue Vincent Martigny dans une thèse récente⁵. Contre une droite accusée de livrer le pays à la culture de masse américaine, la gauche socialiste entonne le refrain de l'anti-impérialisme culturel qu'elle emprunte au Parti communiste au prix d'inflexions majeures. En particulier l'abandon du primat d'une culture d'excellence qu'il s'agirait de démocratiser, pour lui préférer une culture au pluriel, diversifiée, reposant sur des communautés de vie – régionales, mais pas seulement. Ce que promeuvent, au moins dans l'ordre du discours, les premiers gouvernements de François Mitterrand, et singulièrement Jack Lang, le plus engagé des ministres sur ce terrain, c'est le « droit à la différence », la valorisation des cultures minoritaires, l'éloge du métissage et de l'interculturel. Rejoignant les conclusions d'une autre thèse, celle d'Angéline Escafré-Dublet⁶, Vincent Martigny voit dans ces années 1980 « la première et unique tentative dans l'histoire contemporaine d'imposer en France une forme de multiculturalisme d'État », qui marche du même pas que la diversification des formes et pratiques culturelles reconnues comme « légitimes » par les pouvoirs publics.

Mais alors que cette diversification s'est poursuivie par la suite – même si elle s'est trouvée contestée par ceux qui, aujourd'hui encore, dénoncent le « tout-culturel » et l'insupportable « confusion des valeurs » – le *storytelling* différentialiste (pluralisme ethnoculturel, ouverture aux cultures étrangères, valorisation des particularités) a rapidement cédé la place à un discours beaucoup plus intégrateur voire assimilationniste sous le signe d'un néo-républicanisme de combat, et ce en dépit de quelques moments de communion ambiguë, tout à la fois nationale et multiculturelle, de la célébration du bicentenaire en 1989 aux grandes manifestations de soutien aux journalistes de *Charlie-Hebdo* en 2015, en passant par les victoires de l'équipe de France de football de 1998 et 2018. Le

5 V. Martigny, *Dire la France. Culture(s) et identité nationale, 1981-1995*, éd. des Presses de Sciences Po, 2016.

6 Partiellement publiée en 2014 sous le titre *Culture et immigration. De la question sociale à l'enjeu politique, 1958-2007*, aux Presses universitaires de Rennes en 2014.



multiculturalisme, devenu synonyme de communautarisme, a été à peu près unanimement rejeté au profit d'une vision redevenue très homogène de la culture nationale. Les facteurs explicatifs sont multiples : une mondialisation (et une européanisation) perçue comme menaçante, la constitution de l'immigration en problème politique et sa culturalisation (là où l'on évoquait l'immigration en termes économiques et sociaux dans les années 1970, on l'évoque en termes culturels à partir de la décennie suivante), les clivages au sein de la gauche sur ces sujets, la contre-offensive idéologique de la droite qui trouve là le moyen de sortir du piège tendu par les socialistes exploitant le succès de leur politique culturelle dans l'opinion... Martigny montre bien la manière dont se construisent un consensus entre droite et gauche au fil des années 1980 et 1990 et un nouveau récit national autour de la légitimité de l'intervention de l'État dans le champ culturel (victoire de la gauche) mais aussi d'une définition ethnocentrée, identitaire, de la culture (victoire de la droite). Et l'on aboutit à ce paradoxe que la nation qui s'est faite la championne de l'exception puis de la diversité culturelles au niveau international est aussi l'une de celles qui se montrent les plus frileuses quant à cette même diversité au niveau intérieur - que l'on songe par exemple au refus persistant de signer la charte européenne des langues régionales ou minoritaires pour cause d'atteinte au principe du français comme unique langue officielle de la République française.

2. Identité et diversité dans la France d'aujourd'hui

On parle toutefois plus volontiers de « diversité culturelle » au sens « ethnoculturelle » depuis une dizaine d'années en France, y compris au niveau politique. Il me semble que les émeutes urbaines de 2005 ont, de ce point de vue, constitué un tournant. Le soulèvement d'une partie de la jeunesse dans un certain nombre de quartiers périphériques des grandes villes françaises à la suite de la mort de deux adolescents poursuivis par la police a suscité une prise de conscience et une mobilisation inédites, tant du côté associatif et militant que du côté des pouvoirs publics. Parmi les initiatives prises à la suite de ces émeutes, citons le lancement de la radio « Bondy Blog », la mise en place de la commission « Images de la



diversité » au sein du Centre national de la cinématographie ou encore la création de la Fondation « Culture et diversité ». Mais on peut aussi mentionner la création, à la même date, d'associations très revendicatives, comme le Parti des Indigènes de la République ou le Conseil représentatif des associations noires de France (CRAN) qui engagent un combat frontal contre les discriminations touchant les minorités « racisées » en France mais aussi, plus globalement, contre « toutes les formes de domination impériale, coloniale et sioniste qui fondent la suprématie blanche à l'échelle internationale » en courant le risque d'essentialiser les différences⁷. La question du manque de diversité dans les arts et les médias suscite par ailleurs la création d'autres initiatives, tels que la création du collectif « Décoloniser les arts », une dizaine d'années plus tard, qui interpelle les responsables culturels et politiques sur le manque de diversité sur les scènes et dans les équipes de direction des lieux culturels en France. Ces associations militent notamment pour que soient mises en place des instruments de mesure de la diversité ou de la non-diversité dans les médias et les structures culturelles (ce que l'on nomme couramment et improprement « statistiques ethniques »), considérant que la lutte contre le racisme et les discriminations passe avant tout par un changement dans les représentations médiatiques et culturelles.

Mais à cette mobilisation intellectuelle et citoyenne en faveur des minorités visibles ou invisibles, aux options idéologiques et aux revendications par ailleurs fort diverses, ont répondu d'autres formes de mobilisation qui rejettent en bloc toute revendication d'un « droit à la différence » au nom de la défense d'une France ethniquement homogène et d'un modèle assimilationniste de la République. La grande peur des années 2000-2010, pour certains Français, ce n'est plus l'uniformisation culturelle par l'industrie culturelle états-unienne mais le « grand remplacement » des « Français de souche » par la « vague migratoire », un fantasme théorisé par des écrivains et intellectuels comme Renaud Camus ou Eric Zemmour. Le multiculturalisme est présenté comme le terreau du terrorisme islamiste,

7 « Qui sommes-nous » Parti des indigènes de la République (<http://indigenes-republique.fr/le-p-i-r/que-voulons-nous/>)



l'affirmation des particularités comme un particularisme ou un communautarisme, voire comme un racisme anti-Français ou anti-blanc, la laïcité est mise au service d'une islamophobie, par exemple par un collectif comme Riposte laïque... Avec plus de nuances, des intellectuels comme Alain Finkielkraut, Jean-François Mattéi ou Pascal Bruckner fustigent les recherches inspirées par les *cultural*, *subaltern* ou *postcolonial studies* qui confondent selon eux devoir de mémoire et appels à la repentance française ou européenne pour tous les crimes commis dans le passé. Les discours de la droite et de l'extrême-droite sur ces questions se rapprochent au point de se confondre. La création en 2007 d'un « ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire » sous la présidence de Nicolas Sarkozy a instauré un débat biaisé qui réduit la question de l'identité nationale à la seule capacité des immigrés à se fondre dans le groupe majoritaire et fait de cette identité un opérateur d'exclusion des minorités.

À vrai dire, ce débat n'oppose pas de façon binaire une gauche qui serait du côté de la défense des minorités et des identités sociales à une droite partisane de l'identité nationale. Il traverse les deux camps, on pourrait même dire qu'il participe de l'éclatement et de la reconfiguration de l'espace politique autour de la question de l'identité, où se retrouvent parfois adversaires des penseurs et des acteurs qui peuvent se réclamer du même héritage idéologique. Ce phénomène est particulièrement flagrant à gauche. De manière très schématique, on peut distinguer trois gauches qui s'opposent sur la question de l'identité culturelle, collective ou nationale, chacune accusant les autres de trahir l'héritage du combat pour l'émancipation des individus à l'égard des contraintes sociales. On a ainsi une gauche néomarxiste qui dénonce l'ethnisation et la racialisation de problèmes selon elle de nature avant tout socio-économique et dénie toute pertinence aux revendications identitaires qui enfermeraient les individus dans leurs particularismes ; une autre gauche qui affirme haut et fort son attachement à la République, à la laïcité, et considère elle aussi qu'affirmer trop fortement le droit à la différence pourrait mettre en danger la cohésion nationale ou les valeurs républicaines ; et une troisième gauche qui fait pleinement sien le combat identitaire, tout en refusant les excès, et



assume une forme de multiculturalisme, c'est-à-dire un projet politique de reconnaissance et de promotion des identités sociales. On retrouverait peu ou prou ce type de clivage aux États-Unis avec les positions respectivement incarnées par Immanuel Wallerstein, Mark Lilla et Katherine Franke, par exemple. La réception de l'essai polémique de Mark Lilla (qui appelle à « clore l'ère de la gauche diversitaire »), traduit récemment en français sous le titre *La Gauche identitaire. L'Amérique en miette*, est un bon révélateur des débats houleux qui agitent la gauche sur cette question, en France comme aux États-Unis⁸.

Ce débat intellectuel et politique agite aussi, de manière plus feutrée, la communauté des historiens français. Gérard Noiriel confiait en 2008 avoir entrepris d'écrire *Le Creuset français* en réponse au livre de Fernand Braudel *L'Identité de la France*, publié en 1986, qui l'avait « beaucoup heurté » : « Il ne prenait en compte ni la colonisation, ni l'immigration. C'était une vision tout à fait contestable et dépassée de l'histoire contemporaine française » (Noiriel, 2008)⁹. Même critique de la part de Patrick Boucheron, maître d'œuvre de l'ambitieuse *Histoire mondiale de la France*, mais cette fois avec pour cible *Les lieux de mémoire* dirigé par Pierre Nora, accusés de s'arrêter « au constat déprimant de la réification patrimoniale [de la France] ou de sa submersion par des mémoires concurrentes et 'multiculturalisées' »¹⁰ ; ou de proposer une « lecture nationale et globalement positive de l'histoire - dans la lignée de la IIIe République », selon les termes de Christophe Charle, pourtant ancien contributeur de ces *Lieux de mémoire*. Nora avait lancé l'offensive, voyant dans *l'Histoire mondiale de la France* une histoire « idéologique », un nouveau roman national, chantant l'histoire d'une « humanité métisse et migrante » et

8 Stock, 2017. Le titre original de l'essai était *The Once and Future Liberal. After Identity Politics*.

9 Du même auteur, lire *Le Creuset français, histoire de l'immigration, XIXe-XXe siècles*, Seuil, 2008 et *À quoi sert l'identité nationale?* Marseille, Agone, 2007.

10 Voir la critique de Pierre Nora contre le livre dirigé par Patrick Boucheron à cette adresse : <https://bibliobs.nouvelobs.com/idees/20170328.OBS7228/histoire-mondiale-de-la-france-pierre-nora-repond-a-patrick-boucheron.html>. Et la réponse de P. Boucheron et d'autres auteurs (« Faire de l'histoire aujourd'hui »), *Nouvel Observateur*, 6 avril 2017 à cette adresse : <http://www.pileface.com/sollers/pdf/Boucheron-Nora.pdf>.



faisant la part trop belle « au monde extérieur, colonial et musulman ». Sans rentrer dans le débat, plus complexe que la caricature à laquelle le réduisent parfois les protagonistes (ainsi que la présentation schématique que je dois en faire ici faute de place), notons que l'entreprise de Patrick Boucheron s'inscrit dans un renouvellement générationnel au sein de la profession - pour le dire plus nettement : la prise de pouvoir par la jeune génération des historien.ne.s - mais aussi dans un mouvement d'ensemble qui a vu le succès, scientifique, critique et public, d'un certain nombre d'ouvrages se réclamant de l'« histoire globale » et rejetant une forme d'histoire nationale aveugle aux logiques transnationales. Comme l'écrit de son côté le politologue et sociologue Patrick Weil, « il faut un récit national qui ne soit pas métropolitano-centré. N'apprendre à l'école que l'histoire de la traite et de l'esclavage sans le relier aux abolitions, c'est faire l'histoire sans sens. C'est au nom des valeurs de la Révolution française, de l'égalité, de la liberté, que l'esclavage est aboli puis, plus tard, la colonisation. C'est cette histoire globale et commune que nous devons appeler et transmettre¹¹. » (Weil, 2015)

Il est permis de penser que le débat politique à l'occasion de la dernière élection présidentielle aurait été très différent de ce qu'il a été sans les révélations du *Canard enchaîné* sur les indélicatesses financières de la famille Fillon. Sans doute la question identitaire, liée fortement au dossier sensible de l'immigration, aurait-elle été beaucoup plus présente qu'elle ne l'a finalement été, comme le laisse deviner la virulence du débat qui a précédé la campagne officielle, notamment à droite où deux candidats à la primaire se sont opposés de manière frontale sur le thème de l'identité nationale. L'un, Alain Juppé, voulait faire « rimer identité et diversité » et refusait « d'avoir l'identité malheureuse, frileuse, anxieuse, presque névrotique », l'autre, Nicolas Sarkozy, estimait qu'« il n'y a pas d'identité heureuse tant qu'on ne réaffirme pas que l'identité de la France est toujours plus importante que les identités particulières », les deux responsables politiques faisant ici clairement allusion à l'essai controversé du philosophe

11 Interview publiée dans *Libération*, au moment de la sortie de son livre *le Sens de la République*, Grasset, 2015.



Alain Finkielkraut, *l'Identité malheureuse* (2013). François Fillon, de son côté, reprit à son compte la notion de « racisme anti-Français », employée jusque-là presque exclusivement par le Front national (mais aussi par des responsables de droite de second plan, comme Jean-François Copé ou Nicolas Dupont-Aignan), ce qui laissait augurer une thématique de campagne fortement axée sur le rejet de l'immigré, de l'étranger et de l'altérité sous toutes ses formes, comme le montra aussi la campagne menée par la cheffe du FN, Marine Le Pen, laquelle parvint au second tour de l'élection présidentielle. Comme l'on sait, elle fut défaite par Emmanuel Macron, qui exprima sur ces questions une vision bien différente.

Celui-ci avait fait polémique en déclarant, dans un meeting de campagne à Lyon, le 4 février 2017 : « Il n'y a d'ailleurs pas une culture française, il y a une culture en France, elle est diverse, elle est multiple »¹², ce qui lui valut les foudres de la presse et des candidats de droite et d'extrême-droite mais aussi les critiques d'un certain nombre de commentateurs situés au centre voire à gauche de l'échiquier politique. Il enfonça le clou dans un entretien accordé au journal en ligne *Mediapart*, déclarant à propos de ses adversaires : « Pour eux [François Fillon, Marine Le Pen], il y a une structure monolithique de la culture française. Or, la France n'est pas une identité figée ou fermée. Ce n'est pas une culture prédéfinie. (...) Je célèbre la culture de la créolité dans la République car il y a cette diversité. » Pour autant, comme dans le discours de Lyon, Emmanuel Macron considérait le multiculturalisme, entendu comme simple juxtaposition de communautés indifférentes ou hostiles les unes aux autres, comme une impasse : « Je veux qu'il y ait cette multitude, cette diversité, mais je ne veux pas d'une communauté juive qui vive à part, d'une communauté musulmane qui vive à part, d'une communauté créole qui vive à part, et qui se vivent d'abord comme des communautés. Je veux qu'ils se sentent d'abord comme un peuple uni » (Macron, 2017).

Le multiculturalisme est aujourd'hui assez clairement, en France, un chiffon rouge agité par tous ceux qui, de bonne ou de mauvaise foi, craignent l'éclatement de la cohésion nationale. Or, on peut voir à rebours

12 <https://en-marche.fr/articles/discours/meeting-macron-lyon-discours>



le projet multiculturaliste comme la condition même d'un renforcement de l'unité nationale, au moyen de politiques véritablement inclusives, *en même temps* qu'un projet visant à traiter et à prendre en compte le pluralisme culturel de nos sociétés, les rapports entre groupe majoritaire et groupes minoritaires et la question des identités à choix multiple dans une perspective d'égalité et de justice sociales. Comme l'écrit de son côté Hugues Lagrange, un chercheur fortement décrié pour avoir souligné l'importance du facteur culturel dans les différenciations de trajectoires individuelles et sociales, le risque principal vient de la volonté de faire coïncider à toute force langue, culture et territoire. « Le multiculturalisme, au sens du vivre-ensemble d'individus et de groupes humains divers, est incontournable » (2010). À mon sens, s'il est une identité française qui, à défaut d'exister tout à fait, mérite aujourd'hui d'être défendue, c'est, contre tous les gardiens de l'identité fermée, une identité ouverte, inclusive, multi ou pluri-culturelle, dynamique, qui ne renonce pas à un certain nombre de valeurs fondamentales qui sont le meilleur de l'héritage des Lumières mais n'en fait pas une arme de guerre contre des opinions et des traditions qui peuvent nous heurter dans nos habitudes et nos certitudes sans être pour autant nos ennemies mortelles.

Valoriser les identités en traits d'union ou une conception de la culture au pluriel ne veut pas dire qu'il ne faille pas chercher le commun, ce qui fait sens commun, ce qui fait communauté – nationale ou européenne – entre ces diverses identités et appartenances. Cette recherche est même d'autant plus nécessaire que nous reconnaissons et valorisons les différences. C'est le rôle des pouvoirs publics de souligner ce qui est commun à tous par-delà la diversité. Comme le soulignaient John Stuart Mill et Dominique Schnapper à deux siècles de distance, il n'y a pas de démocratie sans espace commun, langue commune, culture commune, qui donne à l'individu la capacité de comprendre le point de vue de l'autre. On l'aura compris, je plaide ici pour un « multiculturalisme tempéré » par l'exigence du commun, seul à même d'assurer un équilibre satisfaisant entre la préservation d'une identité nationale et la reconnaissance des identités sociales et singulières.



Bibliographie

BAYART, Jean-François (2018). *L'Illusion identitaire*. Paris : Fayard.

COMPAGNON, A. (2002). « La culture, langue commune de l'Europe » Université de tous les savoirs n°20 « l'art et la culture ». Éd. Odile Jacob.

ESCAFRE-DUBLET, Angéline (2014). *Culture et immigration. De la question sociale à l'enjeu politique, 1958-2007*. Presses universitaires de Rennes.

FINCHELSTEIN, Gilles (2016). *Piège d'identité. Réflexions (inquiètes) sur la gauche, la droite et la démocratie*. Paris : Fayard.

FINKIELKRAUT, Alain (1987). *La Défaite de la pensée*. Paris : Gallimard.

FINKIELKRAUT, Alain (2013). *L'Identité malheureuse*. Paris : Stock.

HEINICH, Nathalie (2018). *Ce que n'est pas l'identité*. Paris : Gallimard.

HOBBSWAM, E. et RANGER, T. (2012). *L'Invention de la tradition*. Ed. Amsterdam.

LAGRANGE, Hugues (2010). *Le Déni des cultures*. Paris : Seuil.

LE BRAS, Hervé (2017). *Malaise dans l'identité*. Actes Sud.

MACRON, Emmanuel (2017). [Entretien]. *Mediapart*, 5 mai.

MARTIGNY, Vincent (2016). *Dire la France. Culture(s) et identité nationale, 1981-1995*. Éd. des Presses de Sciences Po.

MARTIN, Laurent (2012). *L'Enjeu culturel*. La Documentation française / Comité d'histoire du ministère de la Culture.

MAUREL, Chloé (2010). *Histoire de l'UNESCO. Les trente premières années 1945-1974*. Paris : Éd. de L'Harmattan.

NOIRIEL, Gérard (2007). *À quoi sert l'identité nationale?* Marseille : Agone.

NOIRIEL, Gérard (2008). « Parler d'autres langages que celui de la science » [entretien]. *La Vie des idées*, 8 janvier, (<https://laviedesidees.fr/Parler-d-autres-langages-que-celui.html>).

NOIRIEL, Gérard (2008). *Le Creuset français, histoire de l'immigration, XIXe-XXe siècles*. Paris : Seuil.



NORA, Pierre (1995). P. « La nation sans nationalisme ». *Espaces-Temps*, n° 59-61.

ROGER, Philippe (2002). *L'Ennemi américain. Généalogie de l'anti-américanisme français*. Paris : Éd. du Seuil.

RUSHDIE, Salman (2018). [Interview]. *Madame Figaro*, 27 août.

Weil, Patrick (2015). [Interview]. *Libération*, https://www.liberation.fr/societe/2015/07/02/patrick-weil-il-y-a-en-france-une-cohesion-nationale-qui-s-ignore_1341916.